

Brochure du Parti socialiste irlandais contre l'adhésion à la Communauté économique européenne (1972)

Légende: Dans cette brochure publiée en 1972, le Parti socialiste irlandais dénonce avec virulence les dangers qui guettent l'Irlande en cas d'adhésion à la Communauté économique européenne (CEE).

Source: The Socialist Party of Ireland. Ireland into Slavery, the Common market threat : a Socialist Party pamphlet. Dublin: The Socialist Party of Ireland, 1972. 19 p. "x", auteur:x, p. 12-19.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/brochure_du_parti_socialiste_irlandais_contre_l_adhesion_a_la_communaute_economique_europeenne_1972-fr-06f9ce62-c651-4e31-9cca-160ee43fcd83.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Pamphlet du Parti socialiste irlandais contre l'adhésion de l'Irlande à la Communauté économique européenne (CEE) (janvier 1972)

[...]

L'Irlande et la CEE

La candidature du gouvernement des 26 Comtés en vue de l'adhésion à la CEE était étroitement liée à la candidature britannique, montrant ainsi à quel point l'économie irlandaise est dépendante du commerce avec la Grande-Bretagne.

Cette dépendance, aggravée et rendue formelle en 1800 par l'incorporation de l'Irlande au Royaume-Uni, a subsisté très largement malgré l'émergence en 1921 de l'État semi-indépendant des 26 Comtés. Le premier gouvernement de l'État libre a poursuivi une politique de libre-échange avec la Grande-Bretagne et n'a nullement tenté de perturber les relations économiques entre les deux pays. Cela n'était pas surprenant puisque ce gouvernement était dominé par les intérêts des éleveurs de bétail et des marchands, dont la prospérité dépendait du libre accès au marché britannique.

L'accession au pouvoir en 1932 du Fianna Fáil, qui était alors l'alliance des petits capitalistes, des petits fermiers et des ouvriers, a conduit à un changement de cap et à une brève période de nationalisme économique. Derrière de nouvelles barrières douanières on tenta d'établir une économie capitaliste indépendante dans les 26 Comtés. À un moment donné, les dirigeants du Fianna Fáil se sont vantés qu'ils allaient mettre fin au commerce du bétail avec l'Angleterre. Ce commerce a survécu, mais pas le nationalisme du Fianna Fáil. L'ironie du sort a voulu que la position dominante du commerce du bétail dans les exportations des 26 Comtés ait été l'un de principaux motifs de la demande d'adhésion à la CEE présentée par le Fianna Fáil dans le sillage de la première candidature de la Grande-Bretagne, en 1961.

L'assise industrielle créée dans les années trente et quarante n'a eu qu'un succès modeste. La pénurie des investissements en capitaux a perduré, les investisseurs irlandais et les banques tendant à préférer investir dans les obligations sûres de l'État britannique et les rendements élevés de l'économie britannique en général. Pour tenter de remédier à cette situation, un nouveau gouvernement du Fianna Fáil, avec à sa tête Seán Lemass, a abrogé en 1958 la loi sur le contrôle des entreprises manufacturières (Control of Manufactures Act). Cette loi imposait aux sociétés établies dans les 26 Comtés d'être contrôlées à 51 % par l'Irlande et son abolition a marqué la fin formelle du nationalisme économique du Fianna Fáil. C'était le début d'une ère nouvelle où des capitaux étrangers provenant de diverses sources étaient invités à investir dans l'économie irlandaise. Des allègements fiscaux et de généreux subsides gouvernementaux aidèrent à l'établissement, dans le pays, d'une large palette d'industries nouvelles, détenues par des étrangers.

Ce furent finalement les capitaux britanniques qui réussirent la plus forte pénétration économique et prirent le contrôle de plus de 80 % de l'industrie dans les 26 Comtés. La suite logique de cette situation fut l'Accord de libre échange anglo-irlandais de 1966, qui renforça encore l'intégration de l'économie des 26 Comtés dans celle de la Grande-Bretagne. En échange du libre accès pour certains produits agricoles (principalement les animaux d'élevage et la viande) sur le marché britannique, le gouvernement Lemass ouvrit l'industrie irlandaise, d'échelle réduite, à l'arrogante concurrence des monopoles britanniques. Ceux-ci considéraient le marché irlandais comme une petite région du marché 'intérieur' du Royaume-Uni, et l'abolition progressive des barrières douanières leur permit de 'rationaliser' leurs opérations dans les 26 Comtés au profit de leurs principales unités de production en Grande-Bretagne. Ainsi, l'Accord de libre-échange a finalement réduit l'industrie irlandaise à l'état de filiale de l'industrie britannique et les entreprises passées sous contrôle britannique fermèrent purement et simplement leurs portes, ou bien réduisirent leurs activités au stockage et à la distribution de produits importés de Grande-Bretagne.

La perspective de l'adhésion à la CEE, passée à l'arrière-plan quand les négociations entre la Grande-Bretagne et les Six furent rompues en 1963, ressurgit lorsque le gouvernement travailliste renouvela la candidature en 1967. Cette demande était appuyée par les monopoles britanniques et, dans leur sillage, par leurs filiales irlandaises. Entre-temps, l'économie des 26 Comtés était devenue plus dépendante encore de la

Grande-Bretagne et le maintien de l'accès à ce marché détermina la réactivation, par le gouvernement Fianna Fáil de la demande d'adhésion à la CEE.

L'économie des 26 Comtés fonctionnait comme un appendice néo-colonial de l'économie britannique, et la demande de pleine adhésion à la CEE n'avait pour objectif que de satisfaire les intérêts de ceux qui tiraient profit de cette situation (Fianna Fáil / Fine Gael, grosses entreprises, propriétaires terriens, banquiers et éleveurs).

Les gouvernements successifs des 26 Comtés (à l'exception de ceux des années 30 et 40) n'ont jamais tenté de suivre une politique économique authentiquement indépendante, mais se sont simplement adaptés aux changements et aux fluctuations de la politique britannique. Ils ont raté les occasions que leur offrait l'indépendance politique de l'État obtenue en 1921, même en termes capitalistes. Cette incompétence et cette mauvaise gestion flagrantes ont permis aux protagonistes de la CEE de déclarer sans aucune gêne que les 26 Comtés n'avaient d'autre possibilité que de suivre la Grande-Bretagne dans la CEE.

Après une décennie d'«expansion économique», le nombre total des personnes actives n'a augmenté que de 1%; le chômage, avec 78 000 sans-emploi, a atteint son plus haut niveau depuis les années 50; les pertes d'emplois résultant des licenciements imputables au libre échange ont doublé en 1971, jusqu'à dépasser 8 000; le *déficit de la balance des paiements* (ce que nous devons à d'autres pays pour les importations) est à son plus haut niveau historique, avec 86 millions de livres Sterling. Voilà où en est notre économie dont le gouvernement prétend qu'elle est prête pour une pleine adhésion à la CEE!

Bref aperçu des effets de l'adhésion

INDUSTRIE

La pleine adhésion à la CEE aggraverait les difficultés déjà occasionnées aux 26 Comtés par le libre-échange avec la Grande-Bretagne. Certaines industries cesseraient purement et simplement d'exister — les chaînes d'assemblage automobile par exemple. Dans ce dernier cas, la CEE a offert la possibilité d'étaler l'élimination progressive de la protection de cette activité sur une période de dix ans. Le gouvernement a présenté cela comme une sorte de «victoire» que les travailleurs de l'industrie automobile devraient saluer. Autrement dit: «Soyez reconnaissants à la CEE d'accepter de repousser de dix ans la destruction de votre industrie». Les travailleurs de l'automobile n'ont nullement l'intention d'accepter cette mort à petit feu et organisent une campagne de lutte contre l'adhésion à la CEE.

Parmi les autres industries qui seraient durement frappées, citons le textile, la chaussure et l'industrie légère (électrique, etc.). Les unités industrielles irlandaises, de taille réduite, ne pourraient entrer en concurrence avec les géants de Grande-Bretagne, de France, d'Allemagne de l'Ouest et d'Italie, réunis dans le libre-échange de la CEE. La Confédération de l'industrie irlandaise a déjà reconnu publiquement que l'Accord de libre-échange anglo-irlandais a causé de grands torts à ses membres. Combien pire cela sera-t-il si les autres géants européens accèdent à leur tour librement au marché intérieur irlandais? Il est absolument stupide de laisser penser, comme l'ont fait les porte-parole pro-CEE, que les pertes sur le marché intérieur seront compensées par les gains tirés de l'accès de nos industries aux marchés des pays de la CEE. Ils conviennent que l'industrie irlandaise subira des pertes du fait d'une concurrence accrue *ici*, mais enchaînent pour dire que cette même industrie peut réussir à concurrencer les géants européens *sur leur propre terrain!*

Protection de l'industrie: Dans la CEE, notre gouvernement ne pourrait plus imposer de protections douanières sur les importations (comme il l'a fait récemment pour défendre l'industrie textile).

Accords commerciaux: Les règles de la CEE interdiraient au gouvernement de négocier des accords commerciaux avec des pays n'appartenant pas à ce bloc. Après 1972, la Commission de Bruxelles prend en charge la négociation des accords commerciaux pour la CEE dans son ensemble.

Politique économique de l'État: Le gouvernement ne pourrait plus continuer de soutenir l'industrie comme il le fait actuellement à travers l'Autorité pour le Développement industriel.

Aucune nouvelle industrie d'État ne pourrait voir le jour. L'État ne pourrait plus exercer aucun contrôle sur le capital pour favoriser l'investissement chez nous. Il pourrait se voir empêcher de restreindre les achats par des étrangers de terres ou de biens immobiliers urbains irlandais. Nous devrions laisser entrer, sans restriction, les travailleurs étrangers (qui décideraient de venir ici).

AGRICULTURE

Les gros producteurs agricoles disposant de ressources suffisantes pour organiser leurs propres exportations tireraient avantage des prix élevés actuellement pratiqués dans la CEE. Mais, au contraire de ce que disent les proeuropéens, la politique des prix élevés ne peut être éternelle. Ce n'est qu'un expédient provisoire qui sera jeté par-dessus bord lorsque le plan Mansholt aura réduit la population agricole de dix à cinq millions de personnes. Alors, leur pouvoir politique ayant été réduit en proportion, les paysans pourront être ignorés. De plus, l'entrée de la Grande-Bretagne débouchera inexorablement et immédiatement sur une lutte pour réduire les prix des denrées alimentaires, l'Allemagne de l'Ouest se ralliant à la Grande-Bretagne, contre la France. Asseoir la prospérité future de l'État sur des fondations aussi branlantes serait pure folie.

Pêche: Après une «période de transition» de quelques années, nos riches eaux côtières devraient être ouvertes aux chalutiers prédateurs des pays de la CEE qui pratiquent depuis longtemps la pêche à outrance le long de leurs propres côtes et qui détruiraient très vite nos zones de pêche. La «période de transition» convenue entre Hillery et la CEE n'est pas acceptable pour les pêcheurs irlandais, qui ont annoncé leur intention de s'opposer à l'adhésion à la CEE.

DROIT ET SOUVERAINETÉ

Dans la CEE, la Commission de Bruxelles (composée de fonctionnaires non élus) peut édicter des lois et des règlements pour régir la Communauté et les faire appliquer par les tribunaux et les systèmes juridiques des pays membres. Pour accepter cela, il faudrait enlever au Parlement (Leinster House Dáil) et à la Cour Suprême le statut d'autorité suprême qui leur a été attribué par la Constitution de 1937. La Constitution devrait être modifiée pour donner à la Commission de Bruxelles le pouvoir de légiférer pour notre État, sans que ni le Parlement ni la Cour Suprême ne puissent s'y opposer.

NEUTRALITÉ

La traditionnelle neutralité militaire des 26 Comtés disparaîtrait. Tous les pays de la CEE et tous les autres pays candidats sont membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), de ce bloc militaire agressif antisocialiste dominé par les États-Unis. Selon le Commissaire européen chargé des relations extérieures, Dahrendorf, l'adhésion à la CEE est incompatible avec la neutralité. Le gouvernement nie que la neutralité soit menacée par l'adhésion à la CEE, mais qui le croit?

On voit donc que dans la CEE un petit État comme le nôtre deviendrait le vassal des monopoles; ses industries, de taille réduite, seraient ruinées par le libre-échange, il serait réduit à l'état de fournisseur colonial de denrées alimentaires, sa population serait disséminée pour aller s'employer dans les grands centres industriels de France, d'Allemagne de l'Ouest et d'Italie, sa faible richesse naturelle serait pillée, ses eaux côtières vidées de leurs stocks de poissons par les chalutiers géants et les navires-usines de l'Europe occidentale. Cette évolution n'est pourtant pas inéluctable. *Des solutions viables existent.*

Le Livre blanc

Le Livre blanc du gouvernement sur l'adhésion à la CEE reprend les arguments éculés du lobby proeuropéen. Ces thèses peuvent se résumer ainsi: (1) nous devons continuer d'avoir libre accès au marché britannique qui absorbe actuellement plus de 60 % de nos exportations et cet accès ne peut être assuré que si nous adhérons à la CEE avec la Grande-Bretagne; (2) dans la CEE, les agriculteurs irlandais profiteraient des prix élevés payés pour les produits agricoles, et leurs revenus ainsi accrus, seraient dépensés sur le marché intérieur pour le profit immense de nos industries de production et de service; (3) dans une CEE

élargie les industries d'exportation irlandaises auraient accès à un marché de 250 millions de personnes.

Le gouvernement et d'autres porte-parole proeuropéens insistent continuellement sur le premier de ces arguments, ce qui illustre le fait que le gouvernement et le Fine Gael sont dominés par des intérêts directement liés au commerce anglo-irlandais. La pleine adhésion à la CEE est pour eux la solution toute tracée. Ils ont laissé entendre que les 26 Comtés ne sont pas en situation de négocier. Cela est faux. Un gouvernement sage aurait pu tenir une position ferme et contraindre la Grande-Bretagne à négocier des conditions particulières pour le commerce anglo-irlandais comme elle l'a fait pour la Nouvelle-Zélande (dont le commerce avec la Grande-Bretagne n'atteint pas la moitié de celui des 26 Comtés). Personne n'aurait songé à ce que la Grande-Bretagne abandonne sa position commerciale dans les 26 Comtés. Elle a besoin de nos fournitures agricoles pour se prémunir contre une éventuelle rupture de ses ressources alimentaires. Au nom des intérêts de sa sécurité nationale, la Grande-Bretagne ne pourrait ni ne voudrait dépendre uniquement des pays de la CEE en matière alimentaire. L'idée que la Grande-Bretagne serait privée de ses importations agricoles en provenance des 26 Comtés si elle entrait dans la CEE sans nous est donc absolument irréaliste.

La promesse d'une manne pour les agriculteurs irlandais se fonde sur le mythe que les prix élevés actuellement pratiqués dans la CEE vont durer toujours. Nul individu sain d'esprit ne peut garantir une chose pareille. Le maintien de la politique des prix élevés fera peser sur la balance des paiements de la Grande-Bretagne une telle charge qu'elle sera amenée à s'y opposer. C'est ce que la France a toujours craint si la Grande-Bretagne rejoignait la CEE et c'est pour cela que, dans le passé, elle s'est opposée à l'entrée britannique. La Grande-Bretagne déclare maintenant accepter la politique agricole, mais lorsqu'elle sera dans la CEE elle fera valoir ses intérêts propres. Il ne peut exister de compromis entre les positions britannique et française, l'une des deux devra plier devant l'autre. Il est tout à fait possible que cette contradiction entre la Grande-Bretagne et la France mène finalement à l'écroulement du Marché commun.

Cependant, aussi longtemps que durera ce système de prix, les plus gros agriculteurs en bénéficieront. Mais l'inflation amenuisera leurs gains année après année et, finalement, lorsque le système s'effondrera, leurs pertes effaceront les gains précédemment engrangés.

Le Livre blanc fonde ses prédictions de prospérité industrielle sur le droit, pour nos industries, d'avoir libre accès aux marchés des autres membres de la CEE. *L'accès est libre, mais pas les ventes.* L'industrie n'a aucune garantie que l'adhésion à la Communauté augmenterait ses parts de marché dans les pays de la CEE. Les prédictions sont fondées sur l'exagération, contraire à toute méthode scientifique, de l'effet d'un seul facteur de l'adhésion à la CEE. Pourquoi le gouvernement veut-il absolument que la pleine adhésion à la CEE soit une condition préalable de la prospérité, en dépit de toutes les indications du contraire? Il n'est pas toujours bon de supposer que les capitalistes savent ce qu'ils font, ou qu'ils savent tout à fait ce que peuvent être les effets à long terme de leurs décisions. Ils ne sont pas non plus toujours conscients des défauts de leur système. Leurs erreurs de calcul sur les effets de l'Accord de libre échange anglo-irlandais en sont une illustration. Il est probable que les capitalistes irlandais (dont l'intelligence n'attire pas spécialement l'attention) n'ont pas encore compris que la création, ici, d'une économie capitaliste indépendante est impossible. Ils semblent se fier à la CEE pour y parvenir. Le Livre blanc accepte la CEE les yeux fermés et ignore la réalité objective du système capitaliste monopolistique sur lequel elle est fondée. Le capitalisme monopolistique concentre les travailleurs et le capital dans quelques zones privilégiées. Toutes les activités officielles de la CEE concourent à ce but. La position géographique des 26 Comtés et leur manque de ressources par rapport aux géants de la CEE leur interdisent de prendre part à ce processus, sinon pour fournir aux régions du centre de la nourriture à bon marché et de la main-d'œuvre.

Il faut donc dire que l'adhésion à la CEE irait contre les intérêts de la *majorité* du peuple irlandais, composée de travailleurs et de petits paysans. Heureusement, cette majorité dispose d'un instrument légal pour s'opposer à la trahison de ses intérêts. C'est le référendum constitutionnel, qu'il faut organiser avant que le gouvernement puisse donner force de loi à son acceptation du Traité de Rome. Les citoyens peuvent voter contre l'adhésion à la CEE et mettre ainsi fin au plan d'entrée du Fianna Fáil/Fine Gael.

Il est intéressant d'observer que les habitants des Six Comtés, que Jack Lynch et son gouvernement

présentent comme étant également des citoyens, ne se voient pas offrir la possibilité de participer au référendum.

Les alternatives

La première solution consiste simplement, bien entendu, à demeurer en dehors de la CEE. Elle pourrait être imposée au gouvernement si la population votait contre l'adhésion à la CEE au référendum. La défaite du gouvernement sur cette question devrait entraîner des élections générales. Les deux partis proeuropéens, ayant perdu leur crédibilité, donneraient ainsi aux forces progressistes du pays une chance unique de prendre la direction politique du peuple. Dans un mouvement uni, les Travailleurs et les syndicats pourraient constituer la colonne vertébrale d'un gouvernement anti-CEE.

Un gouvernement progressiste demeurant à l'extérieur de la CEE devrait changer radicalement la politique économique afin de survivre. Abstraction faite de l'établissement d'une économie socialiste à part entière, qui n'est pas une perspective immédiate, les mesures minimales suivantes seraient nécessaires pour conserver l'indépendance face au capitalisme monopolistique de l'Europe occidentale: (1) conservation et extension des protections douanières nécessaires pour protéger l'industrie nationale; (2) contrôle par l'État des exportations de capitaux; (3) contrôle de l'État sur l'industrie minière, dont les profits viendraient alimenter en capitaux frais les investissements dans de nouvelles industries d'État, tous secteurs économiques confondus; (4) contrôle du crédit par l'État; (5) rapatriement des réserves externes: elles s'élèvent actuellement à plus de 350 millions de livres Sterling, dépassant, toutes proportions gardées, celles de tous les autres pays d'Europe occidentale: la moitié au moins de cette somme pourrait être immédiatement rapatriée sans nuire à la position financière extérieure du pays; (6) diversification du commerce par la négociation d'accords commerciaux avec tout pays désireux de réciprocité, en particulier les pays socialistes d'Europe de l'Est et d'Asie. Ces mesures stabiliseraient l'économie et réduiraient sa dépendance envers les industries d'exportation.

Les relations commerciales avec les pays de la CEE, notamment la Grande-Bretagne, ne cesseraient pas, comme les proeuropéens aiment à le prédire. La Grande-Bretagne continuerait de devoir importer du bœuf et d'autres produits agricoles d'Irlande, et il est impensable que les monopoles britanniques se coupent complètement de notre marché. Les 26 Comtés sont actuellement le troisième meilleur client de la Grande-Bretagne, loin devant n'importe quel pays du Commonwealth ou de la CEE. La CEE va vraisemblablement connaître une pénurie de bœuf pendant de longues années, ce qui profiterait aux paysans irlandais, en dépit des barrières douanières. En tout état de cause, la protection douanière n'est actuellement que de 8,5 % et doit être réduite encore pendant les années à venir, en application d'accords internationaux. Ceci n'est certainement pas une difficulté insurmontable.

Élargir nos relations commerciales avec les pays socialistes serait sans doute plus profitable pour nous que toute association avec la Grande-Bretagne ou la CEE. Ces pays — Union soviétique, Pologne, République démocratique allemande, Hongrie, Tchécoslovaquie, Roumanie, Bulgarie et Mongolie — appliquent, dans le cadre du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM/COMECON), un système totalement opposé à celui de la CEE. Chaque pays du CAEM développe *sa propre base industrielle*. C'est exactement l'inverse de la politique de la CEE, qui concentre le développement industriel dans deux ou trois pays, au détriment des autres.

Les pays du CAEM fondent leurs activités surtout sur des accords commerciaux bilatéraux de cinq ans en relation avec leurs plans économiques quinquennaux. Le fait de nous associer avec les économies en croissance régulière des pays du CAEM nous assurerait des marchés stables et garantis, ce qui est impossible avec les entreprises hasardeuses de la CEE. Aussi insupportable que cela paraisse pour les idéologues de la «libre entreprise», le peuple irlandais ne peut parvenir à une prospérité réelle et à un développement stable qu'en prenant la route non capitaliste menant en fin de compte à l'établissement d'une économie réellement socialiste.